

Art. 2. Dans les articles 2 et 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 avril 2020 instaurant certaines mesures temporaires dans les domaines politiques de la jeunesse et des médias dans le cadre de l'urgence civile en matière de santé publique en raison du coronavirus, le membre de phrase « l'année 2020 » est chaque fois remplacé par le membre de phrase « les années 2020 et 2021 ».

Art. 3. Dans le même arrêté il est inséré un article 1/1, rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Lors du contrôle des rapports d'activités, tel que défini aux articles 10 et 18 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 mars 2013 relatif au subventionnement d'hôtels pour jeunes, de centres de séjour pour jeunes, de structures d'appui et de l'asbl « Algemene Dienst voor Jeugdtoerisme », les conditions suivantes de l'article 12 du décret du 6 juillet 2012 portant subventionnement d'hôtels pour jeunes, de centres de séjour pour jeunes, de structures d'appui et de l'asbl « Algemene Dienst voor Jeugdtoerisme » sont considérées comme remplies pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021 :

1° réaliser au moins mille nuitées pour jeunes ;

2° pour les centres de type C ou les auberges de jeunesse :

a) être ouvert au moins deux cents jours par an, dont quatre-vingt jours de vacances ;

b) réaliser au moins deux mille nuitées pour jeunes par an ;

c) dans le cas d'un centre de séjour pour jeunes, recevoir au moins dix associations de jeunes par an. ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets à partir de sa date de signature, à l'exception de l'article 1 qui produit ses effets le 16 novembre 2020.

Art. 5. Le Ministre flamand compétent pour la jeunesse est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mars 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse et des Médias,

B. DALLE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20579]

11 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des hôtels et hébergements similaires dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19 ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, les articles 7 et 15 ;

Vu le rapport du 24 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 février 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 février 2021 ;

Vu l'avis 68.918/4 du Conseil d'État, donné le 5 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que bien que ne figurant pas dans la liste des secteurs touchés par une obligation de fermeture, les hôtels et hébergements similaires sont particulièrement touchés par l'ensemble des mesures liées au covid-19, compte tenu de la diminution de la fréquentation touristique, de la suppression de la majorité des événements professionnels mais également de la fermeture des restaurants ;

Considérant que ces mesures sont adoptées afin d'amoindrir l'impact économique direct de la prolongation des mesures pour les indépendants et entreprises évoluant au sein de ce type d'activité, touchés indirectement par la fermeture de certains établissements ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;

Considérant la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, le point 22 ;

Sur proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions ;

2° le règlement (UE) n° 651/2014 : le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité.

3° l'entreprise :

a) la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui paie des cotisations sociales, ou

b) la micro, la petite ou la moyenne entreprise visées aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014, ou

c) l'entreprise qui ne correspond pas aux effectifs et montants financiers de la définition des micros, petites et moyennes entreprises visées aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014, à l'exception des personnes morales de droit public et des associations sans but lucratif ;

4° l'unité de logement : une chambre ou tout espace d'un hébergement dans lequel une ou plusieurs personnes peuvent séjourner ;

5° l'encadrement temporaire : la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée en dernier lieu le 28 janvier 2021 ;

6° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

7° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

8° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be>.

Art. 2. La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un évènement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et de l'article 7 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises.

Art. 3. L'intervention spécifique est octroyée aux conditions visées au point 22 de l'encadrement temporaire.

Art. 4. Une intervention spécifique est octroyée, selon les modalités déterminées par le Ministre, à l'entreprise :

1° dont l'activité principale relève du code NACE-BEL 55.100 ;

2° qui possède une unité d'établissement visée à l'article I.2, 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique, en Région wallonne avant la publication du présent arrêté ;

3° qui est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales et sociales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente ;

4° qui n'était pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014 ;

5° qui n'a pas reçu, en ce compris la prime visée dans le présent arrêté, plus de 1.800.000 euros d'aide dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire.

Art. 5. Le montant de l'intervention spécifique, selon les modalités déterminées par le Ministre, est de 1.000 euros par unité de logement dont l'entreprise dispose.

Le nombre d'unité de logement de l'entreprise est déterminé sur base de l'autorisation visée à l'article 202.D du Code wallon du Tourisme pour les établissements hôteliers définis à l'article 1.D, 23°, du même Code ou pour les hébergements similaires tout autre document probant que le Ministre détermine.

Est exclue de l'intervention spécifique, l'entreprise qui a bénéficié d'une prime octroyée par une autre entité fédérée dans le cadre de la crise liée au coronavirus COVID-19.

Art. 6. Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention spécifique via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit au moins fournir les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;

2° le code NACE-BEL de l'activité principale de l'entreprise ;

3° le nombre d'unité de logement par unité d'établissement ;

4° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;

5° le numéro de compte de l'entreprise.

Le montant de l'intervention spécifique est calculé par l'Administration, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 7. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions spécifiques relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

Art. 8. L'agent de niveau A visé à l'article 7 analyse la demande d'intervention spécifique et lorsque la demande n'est pas recevable, il suspend la demande d'intervention spécifique et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention spécifique est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention spécifique est accordée.

L'Administration avertit l'entreprise que l'indemnité spécifique est octroyée sous le régime de l'encadrement temporaire.

Art. 9. L'Administration publie les informations pertinentes, énumérées à l'annexe III et conformément à l'article 9 du règlement (UE) n° 651/2014, sur chaque indemnité spécifique supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

L'Administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'indemnité spécifique. L'Administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mars 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture,
de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,
W. BORSUS

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/20579]

11. MÄRZ 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Hotels und ähnlichen Beherbergungsbetrieben im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 7 und 15;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2021 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben am 24. Februar 2021 erstellten Berichts;

Aufgrund der am 23. Februar 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. Februar 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. März 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.918/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Tatsache, dass die Hotels und ähnlichen Beherbergungsbetriebe, obwohl sie nicht in der Liste der von einer Schließungsverpflichtung betroffenen Sektoren aufgeführt sind, angesichts des Rückgangs der Touristenzahlen, der Absage der meisten Fachveranstaltungen und auch der Schließung von Restaurants besonders von allen Maßnahmen im Zusammenhang mit dem Covid-19 betroffen sind;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen erlassen wurden, um die direkten wirtschaftlichen Auswirkungen der Verlängerung der Maßnahmen auf die in dieser Art von Tätigkeit tätigen Selbständigen und Unternehmen, die indirekt von der Schließung bestimmter Betriebe betroffen sind, zu verringern;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt wird;

Aufgrund der Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, Punkt 22;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

2° Verordnung (EU) Nr. 651/2014: die Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

3° Unternehmen:

a) die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und Sozialbeiträge zahlt, oder

b) das Kleinst-, kleine oder mittlere Unternehmen nach Artikel 2 und 3 des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014, oder

c) das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl und finanzielle Beträge nicht der Definition von Kleinst-, kleinen und mittleren Unternehmen nach Artikel 2 und 3 des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 entsprechen, mit Ausnahme der juristischen Personen öffentlichen Rechts und der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck;

4° Wohneinheit: ein Zimmer oder ein Raum in einem Beherbergungsbetrieb, in dem eine oder mehrere Personen unterbracht werden können;

5° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, zuletzt am 28. Januar 2021 abgeändert;

6° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

7° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

8° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be>; zugänglich ist.

Art. 2 - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und von Artikel 7 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe anerkannt.

Art. 3 - Die spezifische Beihilfe wird unter Einhaltung der Bedingungen nach Punkt 22 des befristeten Rahmens gewährt.

Art. 4 - Eine spezifische Beihilfe wird nach vom Minister bestimmten Modalitäten dem Unternehmen gewährt,

1° dessen Hauptaktivität unter den Code NACE-BEL 55.100 fällt;

2° das vor der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. I.2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt;

3° das den gesetzlichen Bestimmungen, die auf die Ausübung seiner Tätigkeit anwendbar sind, sowie den steuerrechtlichen und sozialen Bestimmungen und Regelungen genügt, oder sich verpflichtet, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen;

4° das am 31. Dezember 2019 kein Unternehmen in Schwierigkeiten war im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;

5° das im Rahmen des Punktes 22 des befristeten Rahmens nicht mehr als 1.800.000 Euro Beihilfegelder erhalten hat, einschließlich der Prämie nach dem vorliegenden Erlass.

Art. 5 - Der Betrag der spezifischen Beihilfe nach vom Minister bestimmten Modalitäten beläuft sich auf 1.000 Euro pro Wohneinheit, über die das Unternehmen verfügt.

Die Anzahl Wohneinheiten des Unternehmens wird für die Hotelbetriebe im Sinne von Artikel 1.D Ziffer 23 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus auf der Grundlage der Genehmigung nach Artikel 202.D dieses Gesetzbuches oder für ähnliche Beherbergungsbetriebe auf der Grundlage der vom Minister festgelegten Belege bestimmt.

Unternehmen, die eine von einer anderen föderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise gewährte Prämie erhalten haben, haben keinen Anspruch auf die spezifische Beihilfe.

Art. 6 - Nach den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf die spezifische Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° den NACE-BEL-Code der Haupttätigkeit des Unternehmens;

3° die Anzahl Wohneinheiten pro Niederlassungseinheit;

4° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

5° die Kontonummer des Unternehmens.

Die Höhe der spezifischen Beihilfe wird gemäß Artikel 4 Absatz 1 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder vom Unternehmen mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 7 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von spezifischen Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 8 - Der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A prüft den Antrag auf spezifische Beihilfe; wenn dieser nicht zulässig ist, setzt der Bedienstete den Antrag auf spezifische Beihilfe aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit unterbreiten kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf spezifische Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die spezifische Beihilfe gewährt wird.

Die Verwaltung teilt dem Unternehmen mit, dass die spezifische Beihilfe nach der Regelung über den befristeten Rahmen gewährt wird.

Art. 9 - Die Verwaltung veröffentlicht die relevanten, in Anhang III aufgelisteten Informationen nach Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 in Bezug auf jede spezifische Beihilfe über 100.000 Euro, die kraft des vorliegenden Erlasses gewährt wurde; dies erfolgt binnen zwölf Monaten nach dem Datum der Gewährung anhand des betreffenden IT-Werkzeugs der Europäischen Kommission.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der besonderen Beihilfe auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn Letztere sie verlangt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 11 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. März 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÙPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

—————

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/20579]

11 MAART 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een specifieke tegemoetkoming ten gunste van hotels en gelijkaardige logies in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, de artikelen 7 en 15;

Gelet op het verslag van 24 februari 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 februari 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 februari 2021;

Gelet op advies 68.918/4 van de Raad van State, gegeven op 5 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, hoewel zij niet zijn opgenomen in de lijst van sectoren waarvoor een sluitingsverplichting geldt, hotels en gelijkaardige logies bijzonder zwaar worden getroffen door alle maatregelen in verband met covid-19, gezien de daling van het aantal toeristen, de annulering van de meeste professionele evenementen en de sluiting van restaurants;

Overwegende dat deze maatregelen zijn genomen om de directe economische gevolgen van de verlenging van de maatregelen voor de zelfstandigen en de ondernemingen die dit soort activiteiten verrichten, die indirect door de sluiting van bepaalde vestigingen worden getroffen, te beperken ;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige verfraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat het fundamenteel is dat deze steun onverwijld wordt gestort;

Gelet op de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie, punt 22;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

2° Verordening (EG) nr. 651/2014 : Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

3° onderneming :

a) de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofdberoep uitoefent en die sociale bijdragen betaalt, of

b) de micro-onderneming, de kleine of middelgrote onderneming als bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014, of

c) de onderneming die niet overeenstemt met de personeelsaantallen en financiële bedragen uit de begripsomschrijving micro-onderneming, kleine en middelgrote onderneming als bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014, uitgezonderd de publiekrechtelijke rechtspersonen en de verenigingen zonder winstgevend doel;

4° logieseenheid : een kamer of elke ruimte van een logies waar een of meer personen kunnen verblijven

5° tijdelijke kaderregeling : de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie, laatst gewijzigd op 28 januari 2021;

6° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

7° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

8° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 6 december 21 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be>

Art. 2. De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en van artikel 7 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen.

Art. 3. De specifieke tegemoetkoming wordt toegestaan onder de voorwaarden van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling.

Art. 4. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een specifieke tegemoetkoming toe aan de onderneming:

1° waarvan de hoofdactiviteit onder de NACE-BEL-code 55.100 valt;

2° die in het Waalse Gewest eigenaar is van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht vóór de bekendmaking van dit besluit;

3° die voldoet aan de wetsbepalingen die haar activiteit regelen, alsook aan de fiscale en sociale wetgevingen en regelgevingen of die zich ertoe verbindt orde op zaken te stellen met inachtneming van de termijnen waarin de bevoegde administratie voorziet;

4° die op 31 december 2019 niet in moeilijkheden was in de zin van artikel 2, lid 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 ;

5° die, met inbegrip van de in dit besluit bedoelde premie, niet meer dan 1 800 000 EUR aan steun uit hoofde van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling heeft ontvangen.

Art. 5. Het bedrag van de specifieke tegemoetkoming, volgens de modaliteiten bepaald door de minister, bedraagt 1.000 euro per logieseenheid die de onderneming bezit.

Het aantal logieseenheden van de onderneming wordt bepaald op basis van de vergunning bedoeld in artikel 202.D van het Toerismewetboek voor hotelverblijven bedoeld in artikel I.D, 23°, van hetzelfde Wetboek of voor gelijkaardige logies elk ander document dat de Minister bepaalt

Een onderneming die een premie heeft ontvangen die door een ander deelgebied in het kader van de crisis ten gevolge van het coronavirus COVID-19 is toegekend, wordt uitgesloten van de specifieke tegemoetkoming.

Art. 6. Volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag om specifieke tegemoetkoming in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE-BEL-code van de hoofdactiviteit van de onderneming;
- 3° het aantal logieseenheden per vestigingseenheid;
- 4° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 5° het rekeningnummer van de onderneming.

Het bedrag van de specifieke tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 4, eerste lid, berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of via de onderneming.,

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 7. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de specifieke tegemoetkomingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

Art. 8. Het in artikel 7 bedoelde personeelslid van niveau A analyseert de aanvraag om specifieke tegemoetkoming en, indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst hij de aanvraag om specifieke tegemoetkoming en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de aanvraag om specifieke tegemoetkoming definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de specifieke tegemoetkoming wordt toegekend.

De administratie stelt de onderneming ervan in kennis dat de specifieke vergoeding wordt toegekend op grond van de tijdelijke kaderregeling.

Art. 9. De administratie publiceert de relevante informatie, vermeld in bijlage III en in overeenstemming met artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014, over elke specifieke vergoeding van meer dan 100 000 euro die op grond van dit besluit wordt toegekend, binnen twaalf maanden na de datum van toekenning via het IT-instrument van de Europese Commissie.

De administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de specifieke vergoeding. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie indien deze daarom verzoekt.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 11. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 maart 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE